

Juridique

Sécuriser

l'emploi



Événement

**36^{es} Journées Nationales
des CGA**



CGA CONTACT

Le journal de la petite entreprise

N° **105** novembre-décembre 2014



**La nouvelle vie
des drogueries !**

Votre Centre de gestion agréé

STAT INFO - BANQUE DE FRANCE



La FCGA et la Banque de France ont signé une convention de partenariat pour réaliser et diffuser des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des adhérents des CGA sur :

L'accès au crédit des TPE en France... du national... au régional.

Cette enquête permet de connaître la perception des chefs d'entreprise sur leurs demandes, les réponses obtenues et les conditions d'accès au crédit. Ce sujet intéressant tant le monde politique qu'économique, nous vous invitons à copier l'URL ci-dessous pour accéder au site : <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/acces-des-entreprises-au-credit.html>



Statistiques Nationales 2013 - FCGA

Nous vous rappelons que les tendances professionnelles 2013 élaborées au niveau régional et national sont disponibles dans votre espace privé sur notre extranet : www.cgacr51.fr

Ces éléments n'ont bien sûr qu'une valeur générale d'information et ne doivent pas être considérés comme des normes professionnelles, mais peuvent néanmoins permettre de mieux situer votre entreprise par rapport aux tendances généralement constatées dans votre activité. N'hésitez pas à les consulter...

Besoin de précisions à ce sujet ? Contactez l'analyste chargé de votre dossier au 03.26.64.12.95.

Nous sommes bien sûr à votre disposition pour vous communiquer ou vous rappeler vos identifiants de connexion, demandez Sylvie.



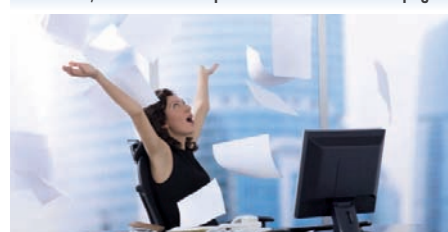
Dématérialisation pratique : mode d'emploi

Réunion d'information à destination de nos adhérents en partenariat avec la DGFIP : il reste encore quelques places...

Au programme : principe et obligations, télédéclaration et télépaiement des déclarations fiscales et sociales, nouveaux tableaux OG.

Inscrivez-vous auprès de Sylvie ou Gérard au 03.26.64.12.95
ou par mail à contact@cgacr51.fr

Vendredi 19 décembre 2014 de 9h à 12h
au CGACR, 15 avenue Becquerel à Châlons-en-Champagne



CFE (Cotisation Foncière des Entreprises)

IFER (Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau)

Si votre entreprise est assujettie à la CFE-IFER, les nouvelles modalités d'envoi des avis d'imposition de CFE-IFER, décrites ci-après, vous concernent.

Vous ne recevez plus désormais votre avis d'imposition de CFE-IFER par voie postale, si votre entreprise a répondu à l'un des critères suivants, au 1^{er} octobre 2013 :

- entreprise non soumise à l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires HT réalisé au titre de l'exercice précédent excède 80 000 €,
- entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés quel que soit le montant de son chiffre d'affaires.

Si vous êtes dans l'un de ces cas, vous devez vous rendre dans votre espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr, préalablement à l'échéance de paiement du 15 décembre 2014 afin de consulter vos avis.

Si cela n'est pas déjà fait, il est maintenant urgent de créer votre espace professionnel sur le site impots.gouv.fr à partir duquel vous pourrez accéder à vos avis puis directement au service de paiement.

En 2015, toutes les entreprises seront concernées par cette procédure.

Votre espace professionnel sur le site impots.gouv.fr vous offre également un archivage de vos avis en ligne.

Réouverture
le lundi
5 janvier 2015

Le CGACR sera fermé du 24 décembre inclus au vendredi 2 janvier 2015
Toute l'équipe du CGACR vous souhaite de très bonnes fêtes de fin d'année !

CGACR - Centre de Gestion Agréé de Châlons-en-Champagne et la Région

15 avenue Becquerel
51039 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE Cedex

Tél. : 03 26 64 12 95
Fax : 03 26 64 91 97

e-mail : contact@cgacr51.fr
site : www.cgacr51.fr





sommaire

Actualités p. 4

Tout ce qui bouge
sur la planète TPE

Événement p. 6

36^{es} Journées
Nationales
Paris

Gros Plan p. 10

La nouvelle
vie des
drogueries

Brèves p. 12

L'actualité fiscale et sociale
en bref

Finances p. 14

Les vrais freins à l'accès
au crédit des TPE

Social p. 16

La loi de sécurisation
de l'emploi s'applique aussi
aux TPE !

Baromètre p. 18

CGA CONTACT ■ n° 105 Novembre-Décembre 2014 ■ Revue bimestrielle ISSN : 0291-7637

Pour un plan de sauvetage de l'emploi dans les TPE !

Qui stoppera l'hémorragie ? Les défaillances d'entreprises se multiplient et rien ne semble pouvoir endiguer cette vague de cessations d'activité qui s'abat sur l'économie française en détruisant des milliers d'emplois.

Selon le baromètre Altares, au troisième trimestre 2014, plus de 13 000 procédures judiciaires étaient ouvertes. Les TPE sont touchées de plein fouet : 4 861 employeurs de un ou deux salariés ont été placés en redressement ou liquidation judiciaire. Ils représentent désormais 38 % des défaillances contre 29 % il y a un an et 25 % durant l'été 2009.

Globalement, un phénomène inquiétant se confirme : le nombre d'ouvertures de redressements judiciaires recule sensiblement (moins de 3 600 en 2014 contre plus de 4 000 en 2009) tandis que les décisions de liquidation judiciaire directe sans observation préalable augmentent.

Au total, ce sont 53 700 emplois qui sont menacés. Les défaillances d'entreprises employant un ou deux salariés avaient déjà augmenté de 17 % au cours du deuxième trimestre. Aujourd'hui, la hausse s'accélère (+30 %) et les trois quarts des jugements prononcés sont des liquidations judiciaires directes.

N'est-il pas temps, compte tenu de l'ampleur du phénomène, de lancer un grand plan de sauvetage de l'emploi dans les TPE ? À la différence des plans sociaux qui touchent les grands groupes industriels, les destructions d'emplois dans les petites structures ne sont pas médiatisées. Pourtant, la détresse sociale est la même, ne l'oublions pas.

Nous saluons l'entrée en fonction d'Yves MARMONT à la présidence de la Fédération des Centres de Gestion Agréés, élu par le Conseil d'Administration réuni le 18 novembre 2014.

Yves MARMONT, 58 ans, est expert-comptable à Oyonnax. Après avoir été Président du Centre de Gestion Agréé de Haute-Savoie de 2001 à 2007, il en est actuellement le Secrétaire adjoint.

Il succède à Christiane COMPANYY qui arrivait au terme de son 2^e mandat.

Yves MARMONT était jusqu'alors Vice-Président Secrétaire de la FCGA et Président de la Commission des Études Économiques.



L'Auvergne attire les entrepreneurs

La région Auvergne vient de lancer son opération New DEAL 2014. Un dispositif unique en France destiné à encourager l'esprit d'entrepreneuriat sur un territoire disposant d'un tissu économique diversifié.

Sur son site www.newdeal-en-auvergne.fr l'Auvergne propose, jusqu'au 14 décembre, 100 box New DEAL pour accompagner les démarches de reprise d'entreprise. De quoi s'agit-il ? La box New DEAL est un accompagnement complet et sur-mesure qui comprend une aide au déménagement,

des formations, mais aussi une prise en charge des démarches administratives. Le dispositif vise à faciliter l'installation en Auvergne des entrepreneurs candidats au changement de vie.

Inscription : www.newdeal-en-auvergne.fr

Nouvelle vague de défaillances dans les TPE

Selon le baromètre de la société Altares, ce sont les petites entreprises qui ont le plus souffert au 3^e trimestre 2014 : 4 861 TPE d'un ou deux salariés (hors auto-entrepreneurs) ont été placées en redressement ou en liquidation judiciaire. Soit une hausse de 30% par rapport à la même période en 2013. La construction, la réparation automobile ou encore la restauration sont particulièrement touchées par cette vague de défaillances. Les trois quarts des jugements prononcés sont des liquidations judiciaires directes. « Cette accélération des liquidations témoigne de la forte fragilité des entreprises qui se présentent actuellement devant le tribunal », souligne Thierry Millon, responsable des études chez Altares-D&B.

Pour en savoir plus : www.altares.fr

Prix du Maître d'apprentissage 2015



La MNRA et l'APCMA organisent la première édition d'un concours destiné à valoriser ceux qui forment les futurs collaborateurs des entreprises artisanales de demain : les maîtres d'apprentissage. La cérémonie de remise des prix de cette première édition se déroulera le 2 juin 2015 à Paris. Ce nouveau prix est lancé au moment où les pouvoirs publics s'apprêtent à reconnaître officiellement le rôle du maître d'apprentissage. Sur les 415 000 apprentis qui préparent en France des diplômes allant du CAP à Bac +5, 200 000 le font dans une entreprise artisanale. Le concours est ouvert aux maîtres d'apprentissage, qu'ils soient chefs d'entreprise ou salariés, sous réserve que l'entreprise soit inscrite au répertoire des métiers. Les candidats peuvent concourir dans cinq catégories :

- **Mobilité internationale** : investissement dans la mobilité des apprentis.

- **Échange et transfert d'expériences et/ou de technologies** : valorisation de l'échange et du transfert d'expériences, de savoir-faire et de technologies entre le maître d'apprentissage et son apprenti.

- **Engagement du maître d'apprentissage** : investissement sur plusieurs années, plusieurs apprentis formés et accompagnés dans leur réussite.

- **Valorisation de la mixité** : favoriser la mixité dans un secteur traditionnellement masculin ou féminin.

- **Jeune maître d'apprentissage** : maître d'apprentissage de moins de 40 ans.

Après les sélections régionales organisées par les chambres de métiers et de l'artisanat avec l'appui des délégués régionaux de la MNRA, le jury national tranchera parmi les meilleurs dossiers.

Informations et inscriptions : www.mnra.fr ou www.artisanat.fr

Reprendre une entreprise : pourquoi pas moi ?

Comment trouver la bonne entreprise ? Comment convaincre le cédant et bien négocier la transmission ? Comment financer son projet ? Comment préparer les salariés ?

Pour vous accompagner dans votre démarche de reprise d'entreprise, ce livre propose des chroniques qui retracent le parcours du repreneur, depuis l'émergence de l'idée jusqu'à quelques mois après la reprise. Grâce à une longue expérience d'accompagnement, de conseil et d'audit auprès de repreneurs, l'auteur partage une mine de conseils et de bonnes pratiques pour permettre à chacun de mener à bien, dans des conditions optimales, l'acquisition de son entreprise.

Reprendre une entreprise : pourquoi pas moi ?

Un livre de Pascal Ferron édité par Dunod.



« Tous mes bocaux de plats cuisinés à emporter sont faits maison, comme mon site Web ! »

Guillaume a créé et gère lui-même son site Internet. Sa mise à jour simple et rapide lui permet de présenter le menu de la semaine et de fidéliser ses clients.

www.bocaux-agneau.fr

Écrivez vous aussi votre success-story :

**1&1 MY WEBSITE
30 JOURS D'ESSAI***

**MON ENTREPRISE
MON SITE
MA RÉUSSITE**



+ de 150 contacts
le 1^{er} mois



+ de 180 « J'aime »
sur Facebook



+ 30 % de ventes
les deux 1^{ers} mois



0970 808 911
(appel non surtaxé)



1and1.fr

* 30 jours d'essai avec garantie « satisfait ou 100 % remboursé » pendant lesquels vous pouvez résilier votre contrat à tout moment. Conditions détaillées sur 1and1.fr.



Les partenaires des Journées Nationales

ÉVÉNEMENT

TPE : entreprendre et développer

Tout savoir sur la création et le développement des petites entreprises : tel était le thème principal des 36^{es} Journées Nationales des Centres de gestion agréés et des petites entreprises, organisées les 17 et 18 novembre 2014 à Paris, sous le haut patronage de Carole Delga, Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire. Un grand rendez-vous annuel toujours aussi intense et passionnant !

Chefs de petites entreprises, administrateurs et collaborateurs des Centres de gestion agréés, partenaires experts-comptables, personnalités et responsables du monde de l'entreprise, de la banque, du commerce, des organismes consulaires, représentants de l'administration... Ils sont près de 400 congressistes, venus de toutes les régions de France et même des Outre-mer, à participer à ces deux journées de débats et d'échanges professionnels et amicaux, à l'hôtel Pullman Montparnasse de Paris.

Au menu, de ces journées, orchestrées avec brio et enthousiasme par Jean-Pierre Gorsse, membre du bureau de la FCGA : la création et le développement des petites entreprises, qui contribue de manière essentielle à la

vitalité et à la richesse des territoires. Faciliter l'essor des TPE est en effet au cœur des préoccupations des Centres de gestion agréés !

Après une très conviviale soirée d'accueil dimanche 16 novembre dans le magnifique restaurant l'Île, au cœur du parc de l'île Saint-Germain, dans l'ouest parisien, tous les participants retrouvent, le lundi 17 novembre, les nombreux exposants et partenaires de la FCGA, regroupés dans l'espace Exposition : partenaires commerciaux, financiers, informatiques, institutionnels... Au moment des pauses-café et des apéritifs, ce salon professionnel est aussi un lieu privilégié d'échange et d'amitié, toujours très apprécié ! En outre, il accueille chaque année un grand jeu-concours organisé par la FCGA dont le tirage au sort des gagnants a eu lieu le mardi 18 novembre, en fin de matinée.

Tous les congressistes se retrouvent ensuite dans le grand auditorium de l'hôtel Pullman Montparnasse, où Christiane Company, Présidente de la FCGA, ouvre solennellement les travaux en remerciant chaleureusement toutes les personnes qui ont œuvré pour l'organisation de ces deux journées.



Philippe Arraou

Des intervenants prestigieux

Animée par Olivier Pia, consultant en communication, la matinée débute avec l'intervention de Philippe Arraou, vice-président du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables, qui rappelle que l'économie réelle de la France repose en grande partie sur le tissu des très petites entreprises, au service desquelles les experts-comptables et les CGA assurent des missions complémentaires, dans une très bonne entente.

Puis, Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, vient au micro faire un bilan complet de l'environnement économique et du financement des TPE. « *La faible croissance, les hausses de charges et de la fiscalité pénalisent les investis-*



Table ronde "Entreprendre et développer"



Christian Noyer

sements des entreprises. Même si nous avons décidé de renforcer le financement de l'économie, les PME et les TPE ont besoin de réformes structurelles », conclut-il, sous les applaudissements nourris de la salle.

Une table ronde passionnante

Second temps fort de cette matinée du lundi : une grande table ronde sur le thème "Entreprendre et développer", réunit dans un premier temps :

- Nicolas Bouzou, économiste et directeur du cabinet Asterès ;
- René Prévost, président de la Fédération Française de la Franchise (FFF) ;
- Dominique Restino, président de l'Agence pour la Création d'Entreprise (APCE).

Un constat partagé par tous les intervenants : malgré le pessimisme ambiant et les difficultés

économiques, les petites entreprises françaises disposent de nombreux atouts pour se créer et se développer, notamment grâce à l'innovation. « La période actuelle est la meilleure pour créer et entreprendre, à condition de prendre en marche le train de l'innovation. Des secteurs traditionnels de l'économie vont disparaître, mais d'autres vont apparaître, au profit surtout des petites entreprises », explique, avec force, Nicolas Bouzou.

Après ces brillantes interventions, trois nouveaux orateurs rejoignent cette table ronde :

- Christiane Company, présidente de la FCGA ;
- Laurent Grandguillaume, député de la Côte-d'Or, co-président du Conseil de la simplification pour les entreprises et auteur du rapport remis au gouvernement : "Entreprises et entrepreneurs individuels : passer du parcours du combattant au parcours de croissance" ;
- Maryvonne Gest, prothésiste capillaire de l'Institut Mongour – la Clinique du Cheveu –, adhérente du CGA régional de Haute-Normandie et plusieurs fois primée comme femme chef d'entreprise : lauréate du Mercure d'or 2012, Trophée "coup de cœur" Femme chef d'entreprise, lauréate du Prix spécial du jury des Ailes de la TPE 2013.

La nécessité de lutter contre les conservatismes pour simplifier la vie des entreprises : tous les orateurs partagent ce point de vue. « Mais le chef d'entreprise doit également être accompagné pour développer son activité et rompre son isolement », explique notamment Laurent Grandguillaume.

Puis trois autres intervenants, viennent compléter cette table ronde :

- Pierre Henri Chevillard, directeur du développement du marché professionnel à LCL ;
- Franck Oniga, directeur des marchés professionnels, entreprises et institutionnels au groupe Banque Populaire ;
- Philippe Jeannel, directeur des enquêtes et statistiques sectorielles à la Banque de France.

Où en est le financement des entreprises aujourd'hui ? Quels sont leurs besoins de trésorerie ? Quelles sont les relations entre les dirigeants de TPE et leur banquier ? Les intervenants font un tour d'horizon complet de ces sujets ô combien importants, et répondent aux nombreuses questions des congressistes, attentifs et passionnés.

Après ces échanges fructueux, vient un autre moment attendu lors de cette matinée : la remise des 20^{es} Trophées des Ailes de la TPE, animée par Pierre Moranaïs, vice-président d'honneur de la

36^{es} Journées Nationales des Centres de



Les lauréats des Ailes d'Or



Le trophée des Ailes



Table ronde sur les perspectives d'avenir des OGA

FCGA, Nasser Negrouche, journaliste, et avec la participation de Patrice Lallement, de la Direction générale des entreprises (DGE, ex-DGCIS).

Tous les ans, en effet, les Trophées des Ailes de la TPE récompensent les adhérents des Centres de gestion agréés les plus performants, dans différentes catégories. Parrainées par le groupe LCL, représenté à Paris par Chantal Fernandez, responsable des relations avec les réseaux professionnels, les Ailes de la TPE mettent sur le devant de la scène des commerçants et artisans particulièrement dynamiques et innovants !

Des ateliers très pratiques

Lundi, en début d'après-midi, les participants peuvent assister à deux ateliers pratiques.

L'un, animé par Claude Guillaume, président du CGA interconsulaire de Bretagne (CGAIB), trésorier de la FCGA et président de la commission convention collective, Éric Messina, membre du bureau

de la FCGA et de la commission études juridiques, et Philippe Legault, également membre de la commission études juridiques, a pour thème : *“Le rapprochement de CGA : une opportunité de stratégie à court et moyen terme”*.

En effet, face à l'accroissement possible des missions et des tâches dévolues aux Centres de gestion agréés, la question de leur rapprochement ou même de leur fusion est aujourd'hui posée, afin d'optimiser les charges et de gagner en efficacité.

L'autre atelier *“Statistiques et observatoire économiques”* est animé par Yves Marmont, vice-président secrétaire de la FCGA et président de la commission études économiques, Jean Florin, vice-président de cette commission, Marie-Line Dufourg et Yves Granier, membres de cette commission.

Les intervenants présentent dans cet atelier le travail accompli, tout au long de l'année, en matière de statistiques et d'observatoire économique : l'observatoire trimestriel de la petite entreprise, les statistiques nationales avec les évolutions sectorielles des chiffres d'affaires des TPE, les bilans économiques et financiers annuels, les tendances des marchés... Tout ce travail statistique permet à la FCGA de disposer d'une somme d'informations extrêmement riche et dont les enseignements offrent une vision de la petite entreprise d'une très grande fiabilité !

Un atelier expert et une table ronde attendue

Mardi matin, de nombreux participants se retrouvent, pendant l'Assemblée Générale de la FCGA, pour suivre un atelier expert sur le thème *“L'innovation au service du développement des TPE”*, animé par Nathalie Benbassat, responsable du marché artisanat et commerce à la Banque Populaire, David Gil et Vincent Denoize, responsables projets à la Banque Populaire.

Une soirée de gala... sur la Seine !



Lundi soir 17 novembre, les participants aux 36^{es} Journées Nationales de la FCGA, ainsi que leurs accompagnants, embarquent pour une grande soirée de gala sur la Seine. Une croisière de plus de trois heures sur le “Paquebot” des Yachts de Paris rappelant, avec ses imposantes cheminées et ses escaliers monumentaux, l'âge d'or des transatlantiques, et où chacun a pu admirer les trente-sept ponts de Paris et ses monuments majestueux...

Bien entendu, la gastronomie était également mise à l'honneur lors de cette magnifique croisière nocturne qui s'est terminée, dans la tradition des soirées de gala de la FCGA, sur la piste de danse !

Gestion Agréés et des Petites Entreprises



Atelier 1 : Le rapprochement des CGA



Atelier 2 : Statistiques et observatoire économiques

Les trois intervenants insistent notamment sur la nécessité, pour les petites entreprises, de mieux se faire connaître sur Internet grâce à un site dédié à leur activité. Les TPE doivent également pouvoir proposer de nouveaux modes de paiement à leurs clients (cartes bancaires diversifiées, terminaux de paiement mobiles...). Sur ces différents points, la Banque Populaire propose des solutions adaptées.

Après cet atelier, la fin de matinée est l'occasion du dernier temps fort de ces 36^{es} Journées Nationales : une table ronde sur les perspectives d'avenir des organismes de gestion agréés (OGA), avec la participation de :

- Laurent Martel, sous-directeur de la gestion fiscale des professionnels et de l'action en recouvrement GF2 (DGFIP) ;
- Marie-Pierre Sarraillh, administratrice des finances publiques adjointe Bureau GF2B ;
- Alain Conesa, membre du Bureau et co-président de la commission études juridiques de la FCGA et président du CEDAGE Lyon ;
- Yves Marmont, vice-président secrétaire de la FCGA et président de la commission études économiques ;
- Éric Messina, membre du Bureau de la FCGA et membre de la commission études juridiques.



Laurent Martel

Dans un très brillant exposé, Laurent Martel fait une synthèse exhaustive des réformes actuellement en projet pour les organismes de gestion agréés. *« Certes, leurs missions sont appelées à évoluer, avec des tâches nouvelles et d'autres qui seraient facultatives, mais je suis optimiste pour leur avenir »*, indique, en substance, le sous-directeur de la DGFIP. Proposant à tous les responsables de CGA présents dans la salle une nouvelle “feuille de route”, Laurent Martel rappelle que les OGA demeurent “un partenaire très précieux” de l'administration fiscale.

Répondant ensuite aux nombreuses questions des participants, Laurent Martel conclut en donnant rendez-vous à tous en 2015, date à laquelle les réformes en cours sur les OGA devraient être précisées.

Les 36^{es} Journées de la FCGA s'achèvent, mardi 18 novembre à 13 heures, par un déjeuner

convivial où chaque participant peut encore échanger sur ces deux jours riches et intenses, et rendez-vous est donné à tous à Grenoble en 2015 !

Une présidente mise à l'honneur

Christiane Company achevait, lors de ces Journées nationales, son deuxième mandat de trois ans à la présidence de la FCGA, soit six ans au total passés à diriger la Fédération. Mardi 18 novembre, dans le grand auditorium de l'hôtel Pullman Montparnasse, tous les participants lui rendent un vibrant hommage pour le travail accompli pendant son double mandat.

« Je souhaite les plus grands succès à la nouvelle équipe dirigeante de la FCGA, et je suis certaine qu'elle continuera brillamment à œuvrer pour l'avenir des Centres de gestion agréés et des petites entreprises » conclut, émue, Christiane Company. ■



La nouvelle vie des drogueries !

En pleine mutation, ces commerces traditionnels se repositionnent avec intelligence sur le marché de l'équipement du foyer.

La droguerie intrigue... C'est la grande oubliée des statistiques officielles ! Sur le marché du commerce de détail non alimentaire, elle est rarement étudiée ou commentée. Pourtant, ceux que l'on appelle encore parfois les marchands de couleurs forment une solide famille professionnelle bien implantée sur l'ensemble du territoire. Au 1^{er} janvier 2013, selon l'INSEE, le taux d'équipement en commerces de "droguerie, quincaillerie, bricolage" s'élève à 1,3 pour 10 000 habitants en France métropolitaine. C'est nettement moins que les boutiques de prêt-à-porter (10,6), mais c'est un taux comparable à celui des stations-services (1,5).

Néanmoins, les drogueries ne jouissent pas d'une forte visibilité et la diversité de leur offre reste méconnue des consommateurs. « *Nous sommes souvent associés, dans les analyses économiques, à un ensemble d'autres professions périphériques comme le bricolage, la quincaillerie... Nous sommes aussi noyés dans la catégorie plus vaste et très hétéroclite de l'équipement du foyer. Enfin, la réforme des codes d'activités a encore renforcé cette invisibilité statistique...* », explique Catherine Debaudre, déléguée générale de la Fédération française des détaillants en droguerie, équipement du foyer et bazar (FFDB).

Conséquence : impossible de trouver des chiffres très précis sur la profession. Il faut donc procéder par tâtonnements et rapprocher des données éparpillées pour se faire une idée plus précise de ce que pèse le secteur (voir l'encadré ci-contre).

Les chiffres de la conjoncture, eux, se dégradent dans l'équipement du foyer. En 2013, selon l'INSEE, dans ce type de magasins « *les ventes en volume des magasins augmentent très faiblement à la différence des années précédentes* ». Une timide progression de 0,3% qui intervient cependant dans un contexte de recul général de l'activité du commerce de détail : -0,7% en volume. La 20^e édition de

l'étude Chiffres et Commentaires que vient de publier la Fédération des centres de gestion agréés (FCGA) révèle même que le chiffre d'affaires du secteur « *Équipement de la maison* » accuse une baisse de 4,2% en 2013. Globalement, ce marché s'essouffle. Les détaillants en meubles et en électroménager souffrent notamment d'une conjoncture immobilière défavorable qui affaiblit l'ensemble. « *Le faible dynamisme du pouvoir d'achat est également peu propice à l'acquisition de biens durables, même si le commerce de petit électroménager parvient à tirer son épingle du jeu* », font observer les analystes de l'INSEE.

Un annuaire du "Fabriqué en France"

Mais il n'y a pas que les statistiques pour définir une profession. « *Ce qui rassemble ces commerçants de proximité, c'est un sentiment d'appartenance fort à une même famille professionnelle. La conscience d'appartenir à une même tradition de commerce, à un même univers. Cette identité en partage, pour nous, est encore plus importante que les chiffres* », souligne Bernard Denis, le très dynamique président de la FFDB à l'origine de l'effort de repositionnement stratégique des drogueries sur le marché de l'équipement du foyer.

Concrètement, sous l'égide de la FFDB, les commerces remettent en avant leurs atouts historiques : haute qualité des produits, diversité de l'offre, qualification des commerçants, forte valeur ajoutée du conseil, aide à une utilisation en toute sécurité (pour certains produits chimiques), personnalisation de la prestation... « *Nous devons mieux nous faire connaître des clients, leur expliquer ce qui nous distingue des autres circuits de distribution et tout ce que nous pouvons leur apporter de spécifique* », ajoute Bernard Denis. La valorisation de la production tricolore dans les

Les chiffres clés de la profession

Chiffre d'affaires du secteur :
8,3 milliards d'euros

Nombre d'entreprises :
12 344

Nombre de salariés :
39 958

Source : INSEE-ESANE
(compilation des données sectorielles 2011 code NAF 47.52A et 47.59B)



points de vente est l'une des priorités de la FFDB. L'objectif de cette démarche est double : d'abord sensibiliser les consommateurs aux enjeux sociaux et environnementaux d'une consommation responsable, mais aussi inciter les commerçants du secteur à privilégier les fournisseurs français. Pour promouvoir les atouts de la production tricolore, l'organisation professionnelle qui rassemble les drogueries, bazars et autres détaillants de l'équipement du foyer vient de consacrer une édition spéciale de sa revue trimestrielle "Profession Marchands de bonheur" aux atouts du "Fabriqué en France". Avec deux arguments clés à destination des consommateurs : la sauvegarde des emplois en France et la préservation de l'environnement.

« Nos commerces de proximité à dimension humaine sont les premières vitrines de la production française et nous sommes convaincus que la revalorisation des produits "Fabriqués en France" passe d'abord par une prise de conscience citoyenne de nos clients », commente le président de la fédération professionnelle. La FFDB mobilise également ses troupes en mettant à la disposition des commerçants un annuaire en ligne qui recense les fabricants français. Auto-cuiseurs, casseroles, ustensiles

de cuisine, luminaires, nappes, séchoirs, produits d'entretien ménager, accessoires divers... : les détaillants ont ainsi à leur disposition un outil pratique qui leur permet de sélectionner leurs fournisseurs selon les types d'articles fabriqués. Ils peuvent ainsi réorienter plus facilement leur politique d'approvisionnement et mieux répondre aux demandes de la clientèle.

Professionnalisation du personnel de vente

L'autre grand chantier du secteur, c'est la professionnalisation des équipes de vente. Là aussi, les enjeux sont multiples : certifier les compétences très pointues du personnel de vente, valoriser la profession et rendre plus attractif le métier, renforcer le lien de confiance avec les consommateurs... En collaboration avec le groupe IGS, une référence en matière de formation professionnelle (alternance et professionnalisation, formation continue), la FFDB travaille actuellement à l'élaboration d'un certificat de qualification professionnelle (CQP) de vendeur spécialisé en droguerie qui matérialisera

cette volonté d'une meilleure reconnaissance des compétences du personnel de vente. « Cette certification spécifique à nos métiers sera délivrée par la profession aux salariés des boutiques afin de reconnaître leurs savoir-faire, notamment par la validation des acquis de l'expérience. Cette démarche est aussi l'occasion, pour nous, de communiquer sur les opportunités de carrière dans ce type de commerces de détail encore trop souvent méconnus. C'est une démarche partenariale, avec le groupe IGS, qui constitue une étape importante dans l'histoire de la profession », précise Catherine Debaudre.

Dans le même esprit, la fédération vient de réaliser, avec l'appui du CEFAC, un guide de la transmission-reprise d'entreprise destiné à faciliter le passage de témoin dans le secteur. Comme c'est le cas dans de nombreuses professions du commerce, le déficit de repreneurs menace la pérennité même de ces points de vente pourtant viables économiquement. Il est donc vital, en plus de l'effort de communication, de donner aux cédants et repreneurs potentiels toutes les clés nécessaires pour mener à bien leur projet. ■

Droit des Affaires



Déplafonnement du bail

Une modification des facteurs locaux de commercialité, en cours de bail, permet au bailleur de déplaçonner le loyer lors de la révision de ce bail ou lors de son renouvellement. En cas de contestation, ces modifications sont appréciées au cas par cas par les juges.

Il a par exemple été jugé que justifient le déplaçonnement du loyer du bail renouvelé d'un garage automobile situé dans une grande ville :

- la construction, au cours du bail écoulé, de plus de 600 appartements à proximité du garage ;
- une augmentation de la population de la ville de près de 13% pendant cette période ;
- l'amélioration de la desserte du garage par de nouvelles lignes de transport en commun ;
- une augmentation significative du chiffre d'affaires et du bénéfice du locataire pendant la période (Cour d'appel de Versailles, 2 septembre 2014, n° 12/00469, 12^e chambre).

Nature commerciale d'un bail

De nombreuses petites entreprises fixent le siège de leur activité commerciale ou exploitent même leur activité commerciale dans un local d'habitation. Or, selon la Cour de cassation, lorsqu'un bail donne au locataire la faculté d'exercer une activité commerciale et qu'un fonds de commerce est exploité dans les lieux, le bail est commercial, même si, à l'origine, les locaux ont été utilisés uniquement pour le logement du locataire (3^e chambre civile, 9 juillet 2014, n° 993 FS-PB).

Sous-traitance de travaux de démolition

Les travaux de démolition sous-traités ont la nature juridique de travaux de bâtiment au sens de la loi de 1975 sur la sous-traitance : un maître d'ouvrage engage ainsi sa responsabilité s'il omet de mettre en demeure l'entreprise principale de lui présenter son sous-traitant et de faire agréer ses conditions de paiement.

Le sous-traitant, resté impayé par l'entreprise principale, peut donc dans ce cas obtenir la condamnation du maître d'ouvrage (Cour de cassation, 3^e chambre civile, 24 septembre 2014, n° 1081 FS-PBI).

Social

Régime d'invalidité des artisans et commerçants

À compter du 1^{er} janvier 2015, le taux de la cotisation annuelle au régime d'assurance invalidité-décès des artisans et des commerçants sera fixé uniformément à 1,30% du revenu d'activité.

Les prestations seront également harmonisées : jusqu'à l'âge légal de la retraite ou jusqu'à la date d'entrée en jouissance d'une pension de vieillesse si celle-ci intervient antérieurement, ou jusqu'au décès, le régime garantira le versement d'une pension pour incapacité partielle au métier et d'une pension d'invalidité totale et définitive (arrêtés du 4 juillet 2014, JO du 8).

Cession d'entreprise

La loi Hamon du 31 juillet 2014 prévoit que les salariés doivent être informés du projet de cession de leur entreprise, afin que les salariés qui le souhaitent puissent présenter une offre. Il en est de même en cas de projet de cession de parts de société donnant accès à la majorité du capital. Toute cession intervenue en méconnaissance de cette disposition pourra être annulée.

L'information sur la cession doit avoir lieu au moins deux mois avant l'opération projetée. Cette règle s'applique depuis le 1^{er} novembre 2014 (décret 2014-1254 du 28 octobre 2014, JO du 29).

Nouveaux droits des salariés

Un conjoint salarié (ou pacsé, ou concubin) bénéficie dorénavant d'une autorisation d'absence pour trois des sept examens médicaux obligatoires liés à la grossesse de l'autre conjoint. Ces absences sont assimilées à une période de travail effectif pour le calcul des congés payés et pour le calcul de l'ancienneté.

En outre, le Pacs ouvre droit à une autorisation d'absence de quatre jours, comme le mariage.

Enfin, aucun salarié ne peut être licencié, sauf exceptions, dans les quatre semaines suivant la naissance de son enfant (loi 2014-873 du 4 août 2014, JO du 5).



Recours au travail de nuit

Selon la Cour de cassation, le recours au travail de nuit doit rester exceptionnel et ne peut pas être le mode d'organisation normal du travail dans l'entreprise. Il ne doit être mis en œuvre que lorsqu'il est indispensable à son fonctionnement (chambre sociale, 24 juillet 2014, n° 13-24851 FSPB).

À noter : les juges ont estimé, dans cette affaire, que l'enseigne Séphora appartient à un secteur où le travail de nuit n'est pas inhérent à l'activité et que celle-ci n'implique pas obligatoirement le recours au travail de nuit.

Compte de formation des salariés

L'actuel droit individuel à la formation (DIF) sera remplacé à compter du 1^{er} janvier 2015 par le compte personnel de formation (CPF), qui sera attaché à la personne et non au contrat de travail, et qui suivra le salarié tout au long de sa carrière professionnelle.

Un salarié à temps complet accumulera 24 heures par année de travail, dans la limite de 120 heures, puis 12 heures par année de travail, dans la limite d'un plafond total de 150 heures. Les salariés qui travaillent à temps partiel bénéficieront d'un nombre d'heures proportionnel à leur temps de travail (décrets 2014-1119 et 2014-1120 du 2 octobre 2014, JO du 4).

À noter : les heures de formation au titre du DIF qui n'ont pas été utilisées au 31 décembre 2014 seront automatiquement transférées vers le CPF. Mais les employeurs devront informer par écrit chaque salarié, avant le 31 janvier 2015, du nombre d'heures acquises et non utilisées au 31 décembre 2014.

Rupture conventionnelle

Un employeur et un salarié qui entendent mettre fin, d'un commun accord, à leur relation de travail, doivent utiliser la rupture conventionnelle. La rupture amiable classique n'est autorisée que lorsque le code du travail la prévoit expressément, c'est-à-dire en cas de rupture d'un CDD ou en cas de rupture d'un contrat d'apprentissage (Cour de cassation, chambre sociale, 15 octobre 2014, n° 11-22251 FSPBR).

Fiscal

Plus-values : cession d'une branche complète d'activité

Le Code général des impôts prévoit une exonération totale ou partielle des plus-values en cas de cession ou de transmission d'une branche complète d'activité. L'exonération est totale pour une valeur cédée ou transmise n'excédant pas 300 000 € hors taxes, et partielle entre 300 000 € et 500 000 €.

Cet avantage est accordé même en l'absence de transfert des salariés, dès lors que la poursuite du fonds de commerce dépend essentiellement du droit d'utiliser la marque commerciale, les locaux et les aménagements commerciaux qui sont cédés (Cour administrative de Douai, 18 septembre 2014, n° 13DA01806).

Tableau de bord

SMIC

9,53 €/heure au 1.1.2014 (1 445,38 € pour 151,67 heures par mois)

Minimum garanti (MG) au 1.1.2014 : 3,51 €

Plafond SS

3 129 €/mois du 1.1.2014 au 31.12.2014

Indice INSEE

des prix à la consommation (ensemble des ménages, tabac inclus) 127,80 en septembre 2014, soit - 0,4 % en un mois et + 0,3 % en un an

Indice INSEE du coût de la construction

1 621 au 2^e trimestre 2014 soit - 0,98 % en un an, + 1,76 % en 3 ans et + 27,04 % en 9 ans

Taux de base bancaire

6,60 % depuis le 15.10.2001

Taux Eonia (ex-TMM)

0,0032 % en septembre 2014

Taux moyen des découverts

au 3^e T. 2014 : 10,04 %

Taux de l'intérêt légal en 2014

0,04 %

Les vrais freins à l'accès au crédit des TPE

Problèmes de trésorerie, recours au découvert bancaire, absence de fonds propres : la fragilité financière des petites entreprises dissuade les banques et inquiète le gouvernement.

Cest un dialogue de sourds ! D'un côté les entrepreneurs ne cessent de dénoncer les difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir un financement bancaire, de l'autre le gouvernement et les banques communiquent sur les millions débloqués en faveur des petites entreprises.

Alors, qui dit vrai ? Pour en avoir le cœur net, nous nous sommes appuyés sur des données objectives, tirées du rapport sur le financement des TPE en France élaboré par l'Observatoire du financement des entreprises et remis au gouvernement en juin 2014. Certaines conclusions de ce précieux document sont passées plutôt inaperçues et ont été peu commentées. On y trouve pourtant des enseignements très instructifs qui corroborent souvent les témoignages des dirigeants de petites entreprises.

Premier enseignement : une part substantielle des TPE présente une structure financière déséquilibrée. *« L'analyse de la dispersion des ratios de fonds propres met notamment en exergue une part non négligeable d'entreprises en grande difficulté financière : pour 40% des TPE sans salarié et pour 20% des TPE employeuses, soit dans l'ensemble pour un tiers des TPE, l'analyse bilancielle fait état de fonds propres nuls ou négatifs. Ce constat inquiétant est confirmé par les entretiens qualitatifs menés par l'Institut Supérieur des Métiers (ISM) avec les entreprises artisanales »*, soulignent les rapporteurs.

280 000 entreprises menacées de disparition !

Le rapport révèle également que près de 30% des TPE rencontrent de sérieuses difficultés de trésorerie, leurs données de bilan faisant état d'un niveau de trésorerie quasi-nul, quelle que soit la taille de la TPE. L'accès au crédit de trésorerie des TPE constitue dès lors un enjeu important et le taux d'obtention – en totalité

ou en grande partie – des crédits demandés n'est que de 61% pour les crédits de trésorerie. Ce qui est évidemment insuffisant.

Ces résultats sont cohérents avec l'enquête ISM-DGCIS qui montre que 21% des dirigeants d'entreprises artisanales font face à des problèmes de trésorerie. Le croisement des données des entreprises disposant de faibles montants de trésorerie (nulle ou inférieure à 5 000€) avec les données des TPE présentant des capitaux propres nuls ou négatifs, met en exergue une sous-population représentant 16% des TPE, qui cumule absence de fonds propres et trésorerie insuffisante. Un constat alarmant selon les auteurs du rapport. *« Les 280 000 entreprises concernées sont dans une situation financière préoccupante, laissant craindre une probabilité importante de cessation d'activité à moyen terme (d'ici deux ans) »*. Le taux de disparition des entreprises créées qui avoisine 10% est cohérent avec ce résultat.

En outre, les TPE financent largement leurs besoins de trésorerie par des découverts. Cette modalité de financement, si elle présente l'avantage de la flexibilité, est jusqu'à trois fois plus onéreuse qu'un crédit à échéance.

Les 4 engagements des banques

Face à cette situation, l'Observatoire recommande la généralisation de cinq bonnes pratiques, et notamment une réponse dans les quinze jours suivant la demande, ainsi que l'explication de la décision de refus éventuel par le directeur de l'agence de la banque du chef d'entreprise.

Concrètement, les banques adhérentes de la Fédération bancaire française (FBF) se sont engagées sur les 4 points suivants (elles n'ont pas encore donné suite à la cinquième recommandation relative à la stabilité des chargés de clientèle) :

1 Répondre rapidement

Donner sous 15 jours ouvrés une réponse à toute demande de financement d'un client TPE, à partir du moment où le dossier est complet.

2 Expliquer le refus de crédit au client TPE

- Donner systématiquement une explication orale en cas de refus d'accorder un crédit, explication fournie par l'interlocuteur habituel du client dans la banque.

- Si un client qui s'est vu refuser un crédit le demande, prévoir la possibilité d'un entretien avec un responsable de la banque.

3 Indiquer les recours existants

Indiquer dans les lettres de refus de crédit et de dénonciation les recours possibles, internes et externes, et notamment signaler l'existence de la Médiation du Crédit aux entreprises.

4 Développer une meilleure information sur le financement du court terme

Un guide pédagogique sur les "Outils et les solutions des TPE pour financer leurs besoins court terme" sera rédigé et diffusé à l'initiative de la profession bancaire pour améliorer la compréhension des produits de financement existants auprès des entreprises visées.

Le gouvernement souhaite que les membres de la FBF poursuivent leur travail sur la cinquième recommandation, relative à la stabilité des chargés de clientèle, afin d'aboutir à un engagement le plus rapidement possible, et ce dans le respect de la concertation avec les syndicats de salariés. De leur côté, les banques adhérentes de la FBF souhaitent pouvoir dialoguer à nouveau dans un an avec les membres de l'Observatoire du financement des Entreprises réunissant toutes les parties pre-

nantes, pour rendre compte de la mise en œuvre de ces propositions et évaluer le résultat de ces actions.

Deux dispositifs au service des entrepreneurs

Le rapport rappelle également l'existence, notamment, de deux structures importantes au service du financement des petites entreprises :

La Médiation du Crédit

C'est un dispositif de proximité, relayé sur l'ensemble du territoire par les directeurs de la Banque de France qui, au titre de leur fonction de médiateurs départementaux, traitent les dossiers au plus près des entreprises concernées. Depuis sa création en novembre 2008, plus de 43 000 entreprises ont saisi la Médiation du Crédit. Le dispositif qui aide les entreprises dans leurs relations avec les banques a permis de conforter plus de 18 500 sociétés, qui représentent un environnement social de 348 000 emplois préservés ou confortés. Les entreprises qui y ont fait appel sont dans leur très grande majorité des TPE ou petites PME. La part des interventions en nombre de dossiers bénéficiant à des entreprises de moins de 10 salariés est de plus de 80 %. Jointe au poids des saisines d'entreprises dont l'effectif se situe entre 10 et 50 salariés, elle reflète une très forte implication au côté des petites entreprises.

Bpifrance

C'est un outil financier qui a vocation à intervenir sur les segments de marché au sein desquels les autres acteurs financiers ne sont pas, ou peu, présents. Elle offre toute une palette d'outils aux TPE, PME et ETI (financement de la trésorerie, financement de l'investissement, renforcement de leur structure financière notamment) et favorise une mobilisation de l'ensemble du



système bancaire et des investisseurs sur les projets qu'elle soutient.

En 2013, Bpifrance a soutenu près de 80 000 entreprises, ce qui représente une hausse de 17% par rapport à 2012. 70% des entreprises soutenues sont des TPE, soit environ 54 360 entreprises. L'existence de produits de financement Bpifrance pour les entreprises en création et pour les transmissions d'entreprises la positionne naturellement auprès des TPE. Au cours de ces phases risquées, la garantie est le mécanisme privilégié pour les TPE.

Parmi l'ensemble des TPE financées par Bpifrance en 2013, 33 700 sont des entreprises en création :

- 2 sur 3 ont bénéficié d'une garantie de crédit bancaire et 1 sur 3 d'un PCE (prêt à la création d'entreprise) ;
- 30% appartiennent au secteur du commerce.

Plus de 6 200 entreprises ont été financées via une garantie dans le cadre d'une transmission :

- 9 sur 10 ont été financées dans le cadre d'un rachat de fonds de commerce ;
- Près de 2/3 d'entre elles relèvent, à part égale, du secteur du commerce ou de l'hébergement-restauration. ■

La loi de sécurisation de l'emploi s'applique aussi aux TPE !

Vous avez lu dans notre n°104 du mois de septembre-octobre 2014 que c'est la loi sur la sécurisation de l'emploi du 14 juin 2014 n°2013-504 qui a créé le CPF (compte personnel de formation), mais elle a aussi instauré d'autres mesures qui concernent les TPE, même si cette loi touche, en priorité, les grandes entreprises avec des organisations syndicales et du personnel.

Une mutuelle pour tous vos salariés à compter du 1^{er} janvier 2016

Aujourd'hui, les salariés ne disposent pas d'une couverture complémentaire santé collective obligatoire, car cela relève de la décision des syndicats représentatifs au niveau de votre branche professionnelle, voire de votre initiative.

La loi ci-dessus instaure donc la mise en œuvre d'une couverture santé à tous les salariés lorsqu'ils ne sont pas couverts à ce titre, avec un niveau minimal de garanties au 1^{er} janvier 2016. Cette couverture devra correspondre à un panier de soins minimal de 125% du tarif de la sécurité sociale pour les prothèses dentaires et 100 € par an pour l'optique avec une prise en charge minimum par l'employeur de 50% du montant de la cotisation.

Afin d'aboutir à la mise en place de cette mutuelle salariale,

des négociations ont été engagées dès le 1^{er} juin 2013 au sein des branches professionnelles des commerçants et des artisans. À partir du 1^{er} janvier 2016, si ces négociations n'ont pas abouti, vous serez obligé de proposer à vos salariés un panier de soins minimal pour les prothèses dentaires et pour l'optique selon ce tarif ci-dessus.

De plus, en cas de perte d'emploi, votre salarié conservera sa complémentaire santé pendant une durée de 12 mois à titre gratuit (précédemment, c'était 9 mois).

BON À SAVOIR En ce qui concerne les risques prévoyance (invalidité, incapacité et décès), la loi prévoit aussi l'ouverture avant le 1^{er} janvier 2016 de négociations de branches dans le secteur commercial et artisanal pour aboutir à une couverture collective obligatoire des salariés.

Au moins 24h de travail à temps partiel par semaine

Afin de limiter le recours à des contrats à temps partiel de quelques heures par semaine, qui créent des situations de précarité pour les salariés, la loi fixe à 24h par semaine la durée minimale de travail d'un salarié à temps partiel ou, le cas échéant, à son équivalent mensuel (104h par mois) ou à celui calculé sur la période prévue par un accord collectif de temps partiel aménagé.

Cette durée minimale s'applique aux contrats de travail conclus à compter du 1^{er} janvier 2014. Pour les contrats de travail en cours à cette date, et jusqu'au 1^{er} janvier 2016, sauf convention ou accord de branche, la durée minimale de 24h par semaine s'applique au salarié qui en fait la demande, sauf refus de l'employeur de pouvoir y faire face pour des raisons économiques.

Mais une durée de travail inférieure à 24h par semaine (ou son équivalent) peut être fixée à la demande de votre salarié, sur demande écrite et motivée, pour lui permettre de faire face à des contraintes personnelles ou de cumuler plusieurs activités. C'est aussi possible par une convention collective ou un accord de

Temps partiel : les heures complémentaires sont majorées

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les heures complémentaires (jusqu'à 35h, après il s'agit d'heures supplémentaires), effectuées dans la limite de 1/10^e de l'horaire prévu au contrat de travail, sont majorées, dès la première heure, à hauteur de 10%, et ce quelle que soit la date de conclusion du contrat de travail.

La nouvelle loi ne modifie pas le taux de majoration des heures complémentaires effectuées au-delà de 1/10^e de la durée prévue au contrat. Ce taux reste fixé à 25% ; toutefois, une convention ou un accord de branche étendu pourra prévoir un taux de majoration différent, sans pouvoir être inférieur à 10%.



Chiffres clés

51% des dirigeants de TPE déclarent avoir mis en place une complémentaire santé pour leurs salariés (baromètre Fiducial) ;

41% sont favorables à une mutuelle, mais 58% considèrent que la mesure est compliquée à mettre en place (IPSOS) ;

87% des dirigeants de TPE PME veulent rester maîtres de leurs prérogatives au sein de leurs entreprises, surtout en ce qui concerne les avantages et les prestations destinés aux salariés en matière de protection sociale (TNS Sofres) ;

Seuls **7%** des litiges sont réglés par la conciliation dans les affaires portées devant les prud'hommes.

branche étendu avec des garanties quant à la mise en œuvre d'horaires réguliers ou permettant à votre salarié de cumuler plusieurs activités afin d'atteindre une durée globale d'activité correspondant à un temps plein ou au moins égale à 24h par semaine.

La loi ouvre aussi la possibilité pour vous, notamment si votre activité est irrégulière, d'augmenter temporairement le nombre d'heures de travail de vos salariés à temps partiel à condition :

- qu'un avenant au contrat de travail soit signé par vous et votre salarié ;
- et que cette possibilité soit prévue par une convention ou un accord de branche étendu ; celui-ci détermine notamment le nombre maximal d'avenants pouvant être conclus, dans la limite de huit par an et par salarié, en dehors des cas de remplacement d'un salarié absent nommément désigné.

BON À SAVOIR Si la durée hebdomadaire du travail est inférieure à 24h, sur demande de votre salarié ou par accord de branche étendu, vous devez obligatoirement regrouper les horaires de travail sur des journées ou des demi-journées régulières ou complètes par accord de branche étendu ou d'entreprise.

Expérimentez le nouveau CDI

Le nouveau contrat de travail intermittent à durée indéterminée (CDII) donne de la souplesse au CDI. Vous recrutez en CDI et organisez le temps de travail de votre salarié en tenant compte des périodes d'activité et des périodes creuses dans votre entreprise en précisant :

- la durée minimale annuelle de travail, les périodes de travail sur l'année et la répartition des heures de travail au sein de ces périodes ;
- les conditions dans lesquelles votre salarié peut refuser les dates et les horaires de travail que vous lui proposez.

Vous pouvez conclure un CDII si :

- l'activité de votre secteur fluctue au cours de l'année : travail touristique, saisonnier, etc. ;
- vous recrutez sur un emploi permanent comportant par nature une alternance de périodes travaillées et de périodes non travaillées ;
- un accord collectif autorisant la conclusion de CDII s'applique à votre entreprise ; toutefois, en l'absence de convention ou d'accord collectif, à titre expérimental et jusqu'au 31 décembre 2014, sont autorisées à conclure des CDII, les petites entreprises relevant notamment des conventions collectives suivantes :
 - commerce des articles de sport et d'équipements de loisirs ;
 - détaillants et détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie et biscuiterie.

Conciliez-vous aux prud'hommes !

La sécurisation de l'emploi, c'est aussi prévenir l'aggravation des contentieux juridiques en favorisant une solution amiable rapide aux litiges naissants devant le conseil des prud'hommes.

Ainsi, dirigeant ou salarié peuvent convenir ou le bureau de conciliation proposer de mettre un terme à un litige, souvent un licenciement irrégulier, en contrepartie du versement, par le défendeur au demandeur d'une indemnité forfaitaire qui est calculée en référence à un barème tenant compte de l'ancienneté du salarié :

- moins de 2 ans : 2 mois de salaire ;
- de 2 à moins de 8 ans : 4 mois ;
- de 8 à moins de 15 ans : 8 mois ;
- de 15 à 25 ans : 10 mois ;
- plus de 25 ans : 14 mois.

BON À SAVOIR Cette indemnité s'ajoute aux indemnités légales, conventionnelles ou contractuelles déjà versées ou restant dues à votre salarié (indemnités de licenciement, salaire, primes, congés payés) et elle est exonérée d'impôt. ■

Indice TPE 2^e Trimestre 2014

	Indice global TPE	Indice Commerce et Services	Indice Bâtiment
2 ^e trimestre 2014 2 ^e trimestre 2013	-2,1 %	-0,4 %	-7,3 %
12 derniers mois	-0,9 %	-0,7 %	-1,1 %

Croissance zéro !

Croissance zéro au deuxième trimestre 2014 ! Dans un tel contexte, l'indice d'activité des petites entreprises se dégrade (-2,1%) et confirme le net ralentissement des affaires dans le commerce de détail, l'artisanat du bâtiment et les services. Pourtant, sur la même période, les dépenses de consommation des ménages progressent à nouveau selon l'INSEE (+0,5% après -0,5%). Les dépenses de consommation alimentaire se redressent (+0,9% après -0,9%). En revanche, les dépenses en "biens fabriqués" sont stables (+0,1% après 0,0%). Si les achats d'automobiles (+0,4% après -1,4%) et les dépenses en biens d'équipements (+2,9% après +1,0%) accélèrent, les dépenses d'habillement reculent (-2,0% après +0,6%). Par ailleurs, les dépenses de consommations en services progressent modérément (+0,2% après +0,1%).

NOUVEAU

Les jeux de la crise !

La Française des jeux a décroché le gros lot ! Grande gagnante de la crise, elle a réalisé un chiffre d'affaires record de 12,35 milliards d'euros en 2013. Sur ce total des ventes engrangées, 11,5 milliards d'euros ont été redistribués dont 8,07 milliards d'euros à ses gagnants et le reste à la collectivité, aux commerces de proximité et à l'entreprise FDJ.

Cet accroissement spectaculaire des dépenses en jeux des Français semble toujours d'actualité au deuxième trimestre 2014. Les débiteurs de tabac, journaux et jeux enregistrent une hausse de chiffre d'affaires de 3,3% sur la même période. Premier réseau de commerces de proximité de France avec 27 000 points de vente implantés sur l'ensemble du territoire national, ils assurent 96,7% des ventes de jeux ; en hausse de 1,7% par rapport à 2012.

Phénomène nouveau, les achats de jeux sur Internet ne menacent pas encore les détaillants ; les joueurs restent visiblement fortement attachés aux points de vente traditionnels. Le montant moyen de la mise hebdomadaire est de 8,80 euros par personne. Soit un peu moins que les 8,90 euros enregistrés en 2012. C'est le nombre de joueurs qui a augmenté (800 000 joueurs de plus en 2013).

Début de reprise dans la boulangerie !



Après la chute enregistrée au début de l'année (-2,4%), l'indice d'activité du second trimestre 2014 (+2,3%) renoue avec la croissance dans les boulangeries artisanales. C'est l'une des plus fortes hausses de chiffre d'affaires du commerce de détail alimentaire. Qualité du pain fabriqué sur place, diversité des spécialités boulangères, développement de l'activité sandwicherie et restauration rapide, accueil et conseil : les artisans du pain font valoir leurs atouts naturels dans un contexte de revalorisation de la consommation alimentaire de proximité.

Nouvelle secousse dans le bâtiment



À l'exception des entreprises de carrelage-faïence qui enregistrent une légère hausse de chiffre d'affaires (+1,3%), toutes les professions de l'artisanat du bâtiment plongent au second semestre 2014, et pour certaines, c'est le grand saut : menuiserie (-9,1%), plomberie (-8,9%), maçonnerie (-7,9%)... En moyenne, l'activité du secteur régresse de 7,3% sur la même période. Dans une note de conjoncture, portant sur la même période, la CAPEB souligne qu'il s'agit du 9^e trimestre consécutif de baisse d'activité.

Source : Observatoire de la petite entreprise (FCGA et Banque Populaire) / octobre 2014 (N° 54)

ENTREPRENEURS !

A toutes les étapes de la vie de votre entreprise...



...entreprendre, c'est savoir s'entourer et prendre le conseil là où il est le plus fiable et légitime.

Du financement à la transmission de votre entreprise, dans son développement comme dans les moments plus délicats, les professionnels de l'expertise comptable sont à vos côtés pour vous conseiller et vous aider à prendre les bonnes décisions.

**Les professionnels de l'expertise comptable,
partenaires de l'entrepreneur.**

ARTISANS, COMMERÇANTS, OUVREZ LA PORTE À TOUS VOS CLIENTS



Pour rendre votre commerce accessible à tous,
nous vous accompagnons dans tout votre
projet : diagnostic, travaux, certification
et financement .
Plus d'information sur :
www.ouvrezvosportes.fr



LA BANQUE
QUI DONNE ENVIE D'AGIR